



Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)

Réparation de matériel électrique
médical
« GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »

CHU ROUEN NORMANDIE ETABLISSEMENT
SUPPORT « GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »

SOMMAIRE

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	4
CONTEXTE	4
ARTICLE – 1 OBJET DU MARCHÉ.....	6
1.1 - OBJET.....	6
1.2 - ALLOTISSEMENT	6
1.3 - PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
1.3.1 - Procédure	6
1.3.2 - Forme	6
1.3.3 - Durée	6
1.3.4 - Délais d'exécution	7
1.4 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC ET MARCHES COMPLEMENTAIRES	7
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
3.1 – CONDITION D’EXECUTION ET ETENDUES DES PRESTATIONS.....	8
3.2 - ASSURANCES	8
3.3 CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIETE	8
ARTICLE 4 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	8
ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	8
ARTICLE 5 - MODALITES D’ETABLISSEMENT ET D’ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	9
ARTICLE 2 -	9
ARTICLE 3 -	9
ARTICLE 4 -	9
ARTICLE 5 -	9
5.1 - EMISSION DES BONS DE COMMANDE	9
5.2 - MODIFICATION D’UN BON DE COMMANDE	10
5.3 - ANNULATION D’UN BON DE COMMANDE	10
ARTICLE 6 – TRANSFERT DE PROPRIETE.....	10
ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 6 -	10
ARTICLE 7 -	10
7.1 - PRIX DU MARCHÉ	10
7.2 - NATURE DU PRIX	10
7.3 - CONTENU DES PRIX	10
7.4 - VARIATION DES PRIX	11
7.5 - PRIX PROMOTIONNEL	11
7.6 - CLAUSE DE SAUVEGARDE	12
ARTICLE 8- MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DU MARCHÉ	12
ARTICLE 8 -	12
8.1 - MODE ET DELAI DE PAIEMENT.....	12
8.2 - AVANCE	12
8.3 - COMPTABLE.....	12
8.4 - CHANGEMENT DE TAXES.....	13
8.5 - NANTISSEMENT	13
8.6 - RETENUE DE GARANTIE	13

ARTICLE 9 - PAIEMENTS – CONDITIONS DE REGLEMENT	13
ARTICLE 10 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE	14
ARTICLE 11 - MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE.....	14
ARTICLE 12 - RESPONSABILITE	14
ARTICLE 9 -	14
ARTICLE 10 -	14
ARTICLE 11 -	14
ARTICLE 12 -	14
12.1 - GARANTIE.....	14
12.2 - ACCES CONSIGNES	14
12.3 - ASSURANCES	15
ARTICLE 13 - PENALITES DE RETARD	15
ARTICLE 13 -	15
13.1 - PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON	15
13.2 - CAS DE FORCE MAJEURE	15
13.3 - PENALITES POUR ARRET DE DISTRIBUTION	16
13.4 - PENALITES POUR LIVRAISON A UN ENDROIT DIFFERENT DE CELUI INDIQUE	16
ARTICLE 14 - CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE	16
ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	17
ARTICLE 17 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	17
ARTICLE 18 - DEROGATION AU CCAG-FCS.....	17

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,

- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1er niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU de Rouen désigne donc le CHU de Rouen agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE – 1 OBJET DU MARCHÉ

1.1 - Objet

Le présent marché concerne la réparation de matériel électrique médical **pour les établissements du GHT Rouen Cœur de Seine** telle qu'elle est décrite dans le présent CCAP et le CCTP.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par le présent marché public sont listés à l'annexe 2 au CCAP.

1.2 - Allotissement

Le marché est un marché unique.

Conformément à l'article R.2113-3 du code de la commande publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché passé selon une procédure formalisée.

Ainsi, la motivation du non-allotissement est technique : le matériel médical électrique étant sur le même site et sur la même période, cela permettra de mutualiser les approvisionnements et les envois.

1.3 - Procédure, forme et durée du marché public

1.3.1 - Procédure

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1 à 2 et R. 2161-1 à 5 du Code de la commande publique.

1.3.2 - Forme

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Conformément au 2° l'article R. 2162-4 du Code de la Commande Publique, le marché est conclu avec un montant maximum de 800 000,00 € HT pour toute la durée du marché public.

1.3.3 - Durée

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le marché peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rouen, en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique.

Par contre, le CHU de Rouen établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

1.3.4 - Délais d'exécution

Intervention standard

Toute intervention standard devra être effectuée dans un délai de 24 heures du lundi au vendredi à compter de la réception de la demande d'intervention.

Intervention d'urgence

Toute intervention d'urgence devra être effectuée dans un délai de 4 heures ouvrées du lundi au vendredi à compter de la réception de la demande d'intervention.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

1.4 - Modifications au marché public et marchés complémentaires

Le CHU Rouen Normandie (Etablissement support du GHT Rouen cœur de Seine) se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du marché, dont les originaux gardés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - L'annexe 1 au CCAP : liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement ;
 - L'annexe 2 au CCAP : Référents achats des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine ;
 - L'annexe 3 au CCAP : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021 (cette pièce n'est pas intégrée au dossier de consultation mais est réputée être connue de l'entrepreneur titulaire du marché).

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus, les commandes émis par les membres du GHT Rouen « Cœur de Seine » et les éventuels ordres de services.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

3.1 – Condition d'exécution et étendues des prestations

Les prestations devront être exécutées selon les modalités fixées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.2 - Assurances

Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux, etc...) dont son personnel ou toute personne physique ou morale travaillant pour lui se rendrait responsable dans le cadre de l'exécution du présent marché.

3.3 Changements affectant la société

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer par courrier recommandé avec accusé de réception au Pouvoir Adjudicateur, pour lui-même et ses cotraitants éventuels, tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le Pouvoir Adjudicateur ne saurait être tenue pour responsable des éventuels retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le Pouvoir Adjudicateur n'aurait pas été informée.

ARTICLE 4 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures et des prestations seront destinées à constater que celle-ci répond aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable des services techniques ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, elles auront lieu en principe au sein de l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur De Seine dans un délai de 48 heures à dater de la réception. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Admission, ajournement, réfaction et rejet

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS par l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine.

Dans l'hypothèse d'une livraison non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, L'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'empêche pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ETABLISSEMENT ET D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

5.1 - Emission des bons de commande

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par les établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par cette consultation, au fur et à mesure de leurs besoins.

Conformément aux articles 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par tous moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique, les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité du de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par ce marché public ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les commandes sont faites, au fur et à mesure des besoins, au moyen des bons de commandes qui comportent :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence au marché public ;
- la désignation de la fourniture / prestation ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché ;
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

5.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

5.3 - Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par cette consultation peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations exécutées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

Pour satisfaire les besoins extrêmement urgents, pourront être passées des commandes par télécopie. Les commandes télécopiées ne devront être honorées que si le document émis porte la signature du Directeur des Travaux et des Services Techniques ou de son représentant.

ARTICLE 6 – TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1 - Prix du marché

Le Marché Public est traité à Prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

7.2 - Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du marché public seront réglées par application des prix unitaires indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), aux quantités réellement exécutées.

Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques et légales existantes définis à l'acte d'engagement : mois m0.

Les prix sont révisables selon les modalités de l'article 6.4 du présent document.

7.3 - Contenu des prix

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement du marché est indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement et au BPU, incluant toutes les sujétions afférentes aux prestations exécutables dans un établissement public de santé en activité, et en particulier pour les services de soins :

- respect des règles d'hygiène individuelle et collective ;

- prévention des maladies nosocomiales par la mise en place, sur indications du Département d'Hygiène Hospitalière du CHU Rouen Normandie et des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, des protections adaptées ;
- report des interventions motivées par l'urgence médicale sans pouvoir prétendre à aucun supplément de rémunération ni indemnité.

7.4 - Variation des prix

Les prix du marché sont révisables 1^{er} janvier de chaque année, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précèdent le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_o \left(0,15 + 0,15 \frac{FSD2}{FSD2o} + 0,70 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IMEo} \right)$$

dans laquelle :

P = prix révisé ;

P_o = prix de base figurant dans le marché ;

FSD2 = indice des frais et services divers le dernier connu lors de la révision et composé de :

- * 72 % de l'indice EBIQ (indice de prix à la production dans l'industrie "Ensemble énergie, biens intermédiaires, biens d'équipements" de l'INSEE),
- * 20 % de l'indice TCH (indice de prix à la consommation "Transport, communications et hôtellerie" de l'INSEE),
- * 8 % de l'indice ICC (indice du "coût de la construction" de l'INSEE) ;

FSD2_o = indice des frais et services divers du mois de la remise de l'offre et composé de :

- * 72 % de l'indice EBIQ (indice de prix à la production dans l'industrie "Ensemble énergie, biens intermédiaires, biens d'équipements" de l'INSEE),
- * 20 % de l'indice TCH (indice de prix à la consommation "Transport, communications et hôtellerie" de l'INSEE),
- * 8 % de l'indice ICC (indice du "coût de la construction" de l'INSEE) ;

ICHT-IME = indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques, le dernier connu lors de la révision ;

ICHT-IME_o = indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques du mois de la remise de l'offre.

Le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

7.5 - Prix promotionnel

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution du marché public à informer le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courriel via Place, dont le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) accusera réception :

- les produits concernés par la promotion ;
- la durée de l'offre promotionnelle ;

- le numéro du marché public ;
- les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses du marché public.

7.6 - Clause de sauvegarde

Si la révision, calculée comme dit ci-dessus, entraîne pour une période, une augmentation de plus de 2 %, le marché peut être immédiatement résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité.

ARTICLE 8- MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DU MARCHÉ

8.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine participants au Marché.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement le délai légal fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

8.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'Engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

8.3 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°1 du CCAP

8.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

8.5 - Nantissement

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Direction Générale du CHU de Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances (NOTI6).

8.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 9 - PAIEMENTS – CONDITIONS DE REGLEMENT

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>)

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 3)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. La liste des codes service CHORUS et les numéros SIRET de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine figurent en annexe n°1 du présent CCAP.

Pour le CHU Rouen Normandie, le code service est DTST.

ARTICLE 10 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les lieux d'exécution sont mentionnés à l'Annexe 3 du CCAP.

ARTICLE 11 - MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Le CHU Rouen Normandie, de même que les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, étant des établissements publics de santé gérant un service public de santé, attachent une importance particulière à l'hygiène et la sécurité du travail.

Le marché est soumis aux dispositions de la section I du décret n° 77-990 du 19 Août 1977 concernant les plans d'hygiène et de sécurité.

- Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 (J.O. du 01.01.1994)
- Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 (J.O. du 29.12.1994)

D'autre part, les Entreprises seront tenues de respecter le Guide de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (AP – HP) concernant les maladies nosocomiales édition 1996.

- ASPERGILIOSE INVASIVE NOSOCOMIALE ET TRAVAUX HOSPITALIERS.

Les contraintes particulières aux prestations exécutées dans les établissements hospitaliers tenant entre autre à la nécessaire continuité du fonctionnement du service public et de la disponibilité difficile de certains appareils, sont censées être connues du titulaire. Elles ne comportent d'autres conséquences que celles éventuellement prévues dans les modalités de règlement des prestations.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE

12.1 - Garantie

Il est fait application du CCAG-FCS.

12.2 - Accès consignes

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par les établissements concernés du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

12.3 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 13 - PENALITES DE RETARD

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus les prestations attendues, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés et TVA en sus ou sur les prix TTC révisés.

~~12.4~~-13.1 - Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasserait le délai de livraison et de mise en service dans les délais fixés dans le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{31}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard

R = le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'empêche pas obligatoirement résiliation du présent marché. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

~~12.5~~-13.2 - Cas de force majeure

Dans l'hypothèse où l'impossibilité du titulaire serait justifiée par un motif de force majeure, celui-ci est invité à en faire part au Pouvoir Adjudicateur à l'appui de tous les justificatifs nécessaires.

Cette justification devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard dans les 15 (quinze) jours ouvrés suivant la demande d'intervention. Passé ce délai, aucune justification ne pourra être prise en considération.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra éventuellement prendre de manière unilatérale la décision de reconnaître l'absence de faute du titulaire. Il en sera alors averti par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de sa demande. L'absence d'information par le CHU Rouen Normandie vaut rejet de la demande du titulaire.

Le défaut d'approvisionnement en fournitures du titulaire ne saurait en aucun cas être reconnu comme un cas de force majeure.

12.6-13.3 - Pénalités pour arrêt de distribution

Dans l'hypothèse où le titulaire arrêterait de fabriquer ou de distribuer une ou plusieurs des références figurant au marché, il est engagé à proposer au Pouvoir Adjudicateur les fournitures, matériels ou matériaux de remplacement, équivalents en qualité comme en prix, dans le respect du délai de livraison défini.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire de 1 500 € HT.

12.7-13.4 - Pénalités pour livraison à un endroit différent de celui indiqué

Dans l'hypothèse où le titulaire ou tout transporteur travaillant pour lui livrerait les fournitures, matériels et matériaux faisant l'objet d'un bon de commande à un endroit différent de celui qui est indiqué sur le bon de commande, le titulaire encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire de 1 500 € HT par erreur de livraison.

Toutefois, cette pénalité ne saurait être appliquée au titulaire s'il obtient l'accord écrit du représentant du Pouvoir Adjudicateur pour entériner cette modification du bon de commande.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE

Il est fait application du Chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les Tribunaux Administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 31 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions relatives à la résiliation pour événements liés au marché public issues de l'article 31 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 17 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 18 - DEROGATION AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

L'article du CCAP	déroge à l'article du CCAG-FCS
2	4.1
4.4	20.2
5	28.1
6.1	3.7.1
14.1	14.1.1 & 14.1.3